#### AR Prefecture

DÉPARTEMENT TARN ET GARONNE

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

#### COMMUNE DE MOISSAC

ARRONDISSEMENT DE CASTELSARRASIN

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

#### L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ LE SEIZE OCTOBRE (16/10/2025)

Le Conseil municipal de la Commune de Moissac étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation faite le 10 octobre 2025, sous la présidence de Monsieur Romain LOPEZ, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes :

**ETAIENT PRESENTS**: 22

M. Romain LOPEZ, Maire,

M. Luc PORTES, Mme Any DELCHER, M. Jérôme POUGNAND, Mme Claudine MATALA, Mme Stéphanie GAYET, Mme Sophie LOPEZ, M. Philippe GARCIA, **Adjoints**,

Mme Danièle SCHATTEL, Mme Nicole LAFFINEUR, Mme Pierrette ESQUIEU, Mme Marie-Line DESCAMPS, Mme Arlette CAZORLA, Mme Reine-Claude ORTALO, M. Philippe LERMINEZ, Mme Anne-Marie VOLLARD (DUPONT), M. Frédéric GENRIES, M. Jean-Claude LORENZO, M. Ignace VELA, Mme Marie CAVALIE, Mme Estelle HEMMAMI, Mme Nabila CACOUCH, Conseillers Municipaux.

**ETAIENT REPRESENTES: 11** 

M. Guy LOURMEDE (Représenté par Monsieur Luc PORTES), Adjoint

M. Gabin LOPEZ (Représenté par Madame Sophie LOPEZ), M. Robert POMAREDE (Représenté par Monsieur Philippe GARCIA), M. Michel ALBERGUCCI (Représenté par Madame Pierrette ESQUIEU), M. Jean-Philippe THIERS (Représenté par Monsieur Philippe LERMINEZ), Mme Laure POUTEAU (Représenté par Madame Any DELCHER), Mme Jessie COTINET (Représentée par Monsieur Frédéric GENRIES), Mme Laureen LASSERRE (GONZALEZ) (Représentée par Monsieur Jérôme POUGNAND), M. DESSART Philémon (Représenté par Madame Claudine MATALA), M. Soufiane ACHCHTOUI (Représenté par Monsieur Romain LOPEZ), M. DUPARC Robert (Représenté par Madame Estelle HEMMAMI), Conseillers Municipaux.

Madame Any DELCHER est nommée secrétaire de séance.

### RECENSEMENT DE LA POPULATION

25 - 16 octobre 2025

# 25. Partenariat avec la Poste pour la campagne de recensement 2026

Rapporteur: Monsieur Jérôme POUGNAND

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2121-29.

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

**Vu** la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques,

**Vu** la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, notamment les articles 156 à 158,

#### AR Prefecture

082-218201127-20251016-CM20251016\_25-DE Reçu le 20/10/2025

**Vu** le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population,

Vu le décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique,

**Vu** le décret n° 2024-1124 du 4 décembre 2024 relatif aux agents recenseurs, modifiant le décret n°2003-485 du 5 juin 2003 et pérennisant pour les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) la possibilité de recourir à un prestataire externe pour la réalisation des opérations de recensement de la population.

**Vu** l'arrêté ministériel du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret du 5 juin 2003 susvisé qui fixe le démarrage de la collecte des documents liés au recensement au 3ème jeudi du mois de janvier de chaque année, pour une période de 5 semaines, et la fin au 6ème samedi suivant,

Considérant l'intérêt financier et organisationnel pour la collectivité de contractualiser la campagne de recensement 2026 avec La Poste,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après avoir donné lecture de la proposition,

Le Conseil Municipal, Après en avoir délibéré, A l'unanimité,

**ACCEPTE** les termes de la proposition de contractualiser avec La Poste avant le 31 octobre 2025 pour la campagne de recensement 2026.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le contrat relatif au recensement de la population avec La Poste pour la campagne de recensement 2026.

Pour copie conforme Moissac, le 17 octobre 2025

Le secrétaire de séance

Maire,

Any DELCHER

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal de TOULOUSE dans un délai de 2 mois à compter

De la transmission en préfecture le :

De sa publication et/ou notification le :